COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 21 au 27 Octobre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Entretien du Secrétaire General 3
- Mr Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien « Momix nous a permis de parler des énergies renouvelables »

1.2 Entreprenariat 4
- POESAM : Le projet « Manzer-Partazer » enthousiasme

1.3 Coopération 6
- Expansion en Afrique : la Belgique invitée à se joindre à certains projets
- MAURICE-SEYCHELLES : Une vingtaine d'accords de coopération conclus depuis 1991
- [Diaporama] Le président de la République des Seychelles en visite officielle à Maurice
- INDIANOCEANIE - DEPUIS CE MATIN : Visite fraternelle du président Danny Faure

1.4 Santé 12
- Madagascar : l'épidémie de peste ne cesse de progresser avec désormais 80 morts à déplorer

1.5 Sécurité L'Indianocéanie 14
- Océan Indien lieu de rencontre des grandes puissances : Intervention du secrétaire général de la COI
- Les Chagos mises à l'ordre du jour du colloque sur la paix : « Artisans de la paix et passeurs » à l'Université de La Réunion
- Colloque International UBUNTU : L'Indianocéanie, instrument de paix

II. Centres d'intérêts

1.1 Agriculture 19
- Réduction de la pauvreté – L'agribusiness reste incontournable

1.2 Changement Climatique 21
- Changement climatique - Atténuation ou adaptation pour faire face à ce fléau

1.3 Coopération 23
- Signature du Protocole de convention cadre Inter reg OI avec la République des Seychelles
- Une nouvelle voie de coopération s'ouvre pour faire progresser nos îles
- Seychelles' president to make state visit to Mauritius on Thursday

Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

«Momix nous a permis de parler des énergies renouvelables»

La Commission de l'océan Indien (COI) s'est associée au premier marché de musique de Maurice (MOMIX), soutenant le projet musical Soley. Hamada Madi, secrétaire général de la COI, évoque cette collaboration.

Pourquoi la COI s'est-elle associée au MOMIX ?

Nous avons vu dans ce marché musical une belle occasion de parler d'un sujet important pour notre région, un sujet qui est d'ailleurs au cœur de l'un des projets de la COI : le développement des énergies renouvelables. À la COI, nous pensons que la culture est un beau moyen de transmettre des messages. Concrètement, le programme COI-ÉNERGIES, financé par l'Union européenne, a profité de ce rendez-vous musical pour impliquer des artistes de la région dans ses actions de sensibilisation. Des chanteurs de nos cinq pays membres ont repris le titre *Soley* du Mauricien Éric Triton auquel ils ont donné une dimension indianocéanique.

Soley est donc devenu une chanson régionale ?

Oui, grâce à Éric Triton, qui a accepté de partager sa chanson avec Eliasse des Comores, Tiloun de La Réunion, le groupe KRISTEL de Madagascar et Isham des Seychelles. L'élaboration de ce single rassemblant cinq artistes de la région a été l'un des points forts de cette coopération avec le MOMIX.

La COI, à travers son programme ÉNERGIES, a également appuyé l'organisation d'un concert regroupant plusieurs artistes de la région, et au cours duquel *Soley* a été interprété par les cinq chanteurs.

Par ce soutien au MOMIX, c'est la sensibilisation du grand public quant aux énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie que la COI a encouragée et promue avec la contribution des artistes.



«À LA COI, NOUS PENSONS QUE LA CULTURE EST UN BEAU MOYEN DE TRANSMETTRE DES MESSAGES.»

Quand est-ce que le single sera distribué ?

Il a été distribué en avant-première à la soirée d'ouverture du MOMIX le 4 octobre dernier et au cours du One Live Music Festival. Dans un premier temps, 1 000 copies de CD ont été produites. Chaque artiste est aussi rentré dans son pays avec des copies à distribuer et une réédition n'est pas à écarter.

Actuellement, la version indianocéanique de *Soley* passe aussi sur les radios de la région. Elle est également disponible en téléchargement gratuit sur les plateformes musicales, afin d'être accessible à tous.

Outre MOMIX, la COI s'est-elle associée, ou compte-t-elle s'associer, à d'autres projets artistiques ?

Bien sûr ! Le programme COI-ÉNERGIES soutient la représentation d'un spectacle de marionnettes, qui vise à conscientiser les enfants à propos du développement durable. Le spectacle vient d'ailleurs tout juste d'être lancé à Madagascar, pour une tournée régionale, qui l'emmènera à Maurice pendant l'évènement *Portail by Nature*. À cette occasion, notre projet *Biodiversité*, lui aussi financé par l'Union européenne, proposera une exposition sur les baleines intitulée *Cétacés mystérieux* qui circulera dans toute l'Indianocéanie, ainsi qu'en Tanzanie et au Kenya. C'est un beau projet artistique qui a débuté à La Réunion avec l'engagement de la Région Réunion et qui interpellera le visiteur sur la beauté fragile de notre nature. J'invite tous vos lecteurs à aller à ce festival où la COI sera présente !

23 Octobre 2017

https://www.lactualite.mg/economie/1726-poesam-le-projet-manzer-partazer-enthousiasme/

POESAM : Le projet « Manzer-Partazer » enthousiasme

Par Michella Raharisoa



Dans le cadre du Prix Orange de l'entrepreneur social en Afrique et au Moyen-Orient (Poesam), Orange Madagascar récompense les dix meilleurs projets malgaches sur l'entrepreneur social. Au niveau national, le « Manzer-Partazer » de l'entreprise Zero-Hero est élu meilleur projet et ira concourir bientôt au niveau continental.

« Manzer-Partazer ». C'est le nom du projet lancé par l'entreprise sociale Zero-Hero. Ayant pour objectif la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ce projet consiste à collecter des produits cassés ou ceux dont la date de péremption est proche dans les grandes surfaces, ainsi que les restes d'aliments non consommés durant les cocktails dans les grands hôtels de la capitale afin de les offrir aux orphelinats. Une initiative qui a valu à cette équipe le Prix de l'entrepreneur social, lors de l'édition 2017 du Prix Orange de l'entrepreneur social en Afrique et au Moyen-Orient (Poesam) au niveau national.

En effet, même si ce genre d'initiative est déjà assez fréquent à l'étranger, notamment dans les pays de l'Europe occidental, il est nouveau et innovant à Madagascar. « Ce projet naît d'une simple réflexion personnelle que j'ai eue concernant ces produits et leurs destinations. Avec le soutien de la Commission de l'Océan Indien, nous l'avions initiée à l'île Maurice, puis à Madagascar. Ici, nous travaillons avec onze orphelinats de la capitale. En dix mois, nous avions pu collecter 3 tonnes de nourritures, issues de six supermarchés donateurs pour en faire 12 000 repas », note Julia Venn, cofondatrice du projet.

Élargir les bénéficiaires sur les consommateurs

Pour pouvoir « Manzer » avec Zero-Hero, les orphelinats doivent répondre à un certain nombre de critères. L'équipe donateur effectue au préalable une

prospection auprès de ces centres, afin de savoir s'ils sont légalement en règle, s'ils sont équipés d'une cuisine et surtout d'un réfrigérateur pour conserver les nourritures. « Le ministère de la Santé publique est très strict quant aux conditions de consommabilité de ces nourritures », affirme Julia Venn.

En perspective, l'entreprise sociale « Zero-Hero » ambitionne de « Partazer » ces nourritures à d'autres bénéficiaires que sont les consommateurs. Le processus ne sera pas, toutefois, le même, car ces derniers devront payer quelques ariarys pour qu'un pourcentage revienne à l'entreprise. À noter que l'entreprise d'express et de logistique DHL travaille, à titre gratuit, avec ce projet dans le transport des marchandises.
Le prix obtenu par le projet « Manzer-Partazer » ne se limite pas à Madagascar. Ce 8 novembre, celui-ci va disputer le même prix au niveau continental. Le deuxième et le troisième projet qui ont été récompensés à savoir « Majika » et « Betaksys System Madagascar » va également disputer ce prix.

POESAM : Le rendez-vous des nouveaux entrepreneurs
A savoir que le POESAM ou Prix Orange de l'entrepreneur social en Afrique et au Moyen-Orient existe depuis 2011. Chaque année, il récompense les entrepreneurs proposant des produits ou des services innovants et responsables qui répondent aux besoins de la population. Ceux-ci peuvent être dans le domaine de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, de l'énergie, de l'industrie ou encore du commerce. Le Poesam s'ouvre à tout étudiant, salarié ou entrepreneur âgé de plus de 21 ans, dont l'initiative a moins de trois ans d'âge et concerne les pays où se trouvent des filiales d'Orange en Afrique et au Moyen-Orient.

LeDEFIMEDIAGROUP

21 Octobre 2017

http://defimedia.info/expansion-en-afrique-la-belgique-invitee-se-joindre-certains-projets

Expansion en Afrique : la Belgique invitée à se joindre à certains projets

PAR Vijayan Ayassamy



Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères et Didier Reynders, son homologue et vice-Premier ministre belge.

Les relations économiques entre Maurice et la Belgique pourraient prendre un nouvel essor avec une synergie sur la politique d'expansion en Afrique. C'est en tout cas le souhait exprimé par Vishnu Lutchmeenaraidoo au cours de sa rencontre avec Didier Reynders, son homologue et vice-Premier ministre belge, le jeudi 18 octobre, à Bruxelles.

En évoquant la mise en place de zones économiques spéciales dans certains pays africains selon un nouveau modèle de coopération Sud-Sud, il a assuré qu'une complémentarité entre les deux pays ferait de ces zones des réussites. Il a demandé à son homologue de considérer positivement cette possibilité.

En sa capacité de président de la Commission de l'océan Indien (CoI), Vishnu Lutchmeenaraidoo a abordé l'aspect de l'économie océanique et fait l'allusion à la préservation de l'environnement marin, à la sécurité maritime et à la pêche illégale, entre autres. Il a précisé que Maurice prend le relais en organisant en janvier 2018 la conférence ministérielle de la CoI sur la sécurité maritime.

Son homologue belge a fait part de son intention d'examiner la possibilité d'assumer un rôle plus proactif sur les questions liées à la protection maritime. La Belgique est déjà engagée dans la lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien.

le mauricien

24 Octobre 2017

http://www.lemauricien.com/article/maurice-seychelles-vingtaine-d-accords-cooperation-conclus-1991

MAURICE-SEYCHELLES

Une vingtaine d'accords de coopération conclus depuis 1991

Plusieurs axes d'échange bilatéral et d'intégration régionale ont figuré à l'agenda de la commission mixte Maurice-Seychelles qui s'est réunie hier matin. Ils comprennent des accords de coopération mutuelle concernant, entre autres, le recrutement des enseignants et des professionnels de la santé mauriciens aux Seychelles et le jumelage entre Rodrigues et la ville de Victoria, capitale des Seychelles.

D'autres pistes de coopération ont fait l'objet de discussions lors de la réunion de hauts officiels, dont le développement durable de l'économie bleue comme vecteur de croissance économique pour les deux pays ; la pêche, l'agriculture et l'activité agro-industrielle ; l'éducation, notamment la reconnaissance mutuelle des diplômes ; les services financiers ; le tourisme ; et la sécurité.

Une forte délégation seychelloise composée d'une vingtaine de hauts officiels a fait le déplacement dans le cadre des travaux de la commission mixte.

Dans un discours prononcé à l'ouverture de la réunion, la Secrétaire aux Affaires étrangères, Usha Dwarka-Canabady, s'est réjouie de la volonté exprimée par les deux pays de développer de nouvelles avenues d'échanges dans plusieurs domaines d'intérêt mutuel. « *La commission mixte offre un cadre par excellence pour faire avancer les dossiers de la coopération bilatérale. Depuis sa mise en place en 1991, nous avons pu conclure plus de 20 accords de coopération dans plusieurs secteurs. Cela nous réconforte dans notre démarche de poursuivre nos efforts de rapprochement* », fait-elle ressortir.

Maurice et les Seychelles maintiennent une collaboration très étroite dans la gestion des ressources marines. La cogestion de l'espace marin du plateau continental est considérée comme une avancée considérable en matière de coopération marine dans le monde.

La Secrétaire aux Affaires étrangères a, par ailleurs, exprimé les remerciements de Maurice aux Seychelles pour leur soutien à la résolution mauricienne sur la souveraineté des Chagos à l'ONU.

En sus de leur engagement à raffermir la coopération bilatérale, Maurice et les Seychelles affichent une grande ambition commune à faire avancer l'intégration régionale au sein de la Commission de l'océan Indien (COI).

Les deux pays se concertent, par ailleurs, sur les grandes questions au niveau des instances africaines, dont l'Union africaine, et internationales, dont l'ONU, et dans le cadre des relations avec l'Union européenne.

Pour sa part, la chef de la délégation seychelloise, Michelle Murray, a mis l'accent sur le caractère convivial des relations entre les deux pays, et se dit confiante que cet état d'esprit puisse assurer les conditions idéales pour faire avancer la coopération en misant, notamment, sur l'espace marin qui nous unit.

Elle se félicite des échanges rehaussés entre les institutions mauriciennes et seychelloises avec les nouveaux accords de coopération.

La responsable du directoire Afrique-océan Indien au sein du ministère mauricien des Affaires étrangères, Marie Hélène Chavrimootoo, explique la pertinence des commissions mixtes dans le cadre de la politique d'ouverture vers la région et vers l'Afrique continentale. Elle cite la mise en place cette année des commissions conjointes bilatérales avec le Ghana et les Comores avec l'objectif de mieux structurer la coopération et assurer l'efficacité des résultats.

COI et ses Projets

Coopération

26 Octobre 2017

http://defimedia.info/le-president-de-la-republique-des-seychelles-en-visite-officielle-maurice

[Diaporama] Le président de la République des Seychelles en visite officielle à Maurice



Le président de la République des Seychelles est en visite officielle à Maurice. Danny Faure a foulé le sol mauricien en début d'après-midi ce jeudi 26 octobre. Le président seychellois s'est d'abord rendu à la State House où il a été accueilli par la présidente Ameenah Gurib-Fakim. Un banquet sera donné en son honneur ce soir à l'hôtel Le Méridien, à Pointe-aux-Piments.

Danny Faure participera à une session de travail avec le Premier ministre Pravind Jugnauth, vendredi 26 octobre, qui sera suivie de la signature d'un protocole d'accord (Memorandum of Understanding). Le président seychellois sera ensuite face à la presse.

Danny Faure se rendra au siège de la Commission de l'océan Indien, à Ebène, et quittera l'île Maurice dimanche.

https://www.youtube.com/watch?v=TQwBxOcPO8Q

LEMAURICIEN.COM

26 Octobre 2017

http://www.lemauricien.com/article/indianoceanie-matin-visite-fraternelle-du-president-danny-faure

INDIANOCEANIE - DEPUIS CE MATIN : Visite fraternelle du président Danny Faure



Le président de la République des Seychelles, Danny Faure, est arrivé à Maurice à la mi-journée à la tête d'une forte délégation. Il a été accueilli avec tous les honneurs à l'aéroport SSR par le Premier ministre, Pravind Jugnauth et les hauts officiels de l'État mauricien dont le DPM Ivan Collendavelloo, le chef juge Matadeen, la Speaker de l'Assemblée nationale, Maya Hanoomanjee, le leader de l'Opposition Xavier Luc-Duval, et dignitaires du gouvernement.

Le président seychellois a ensuite passé en revue une garde d'honneur en compagnie du Premier ministre, du commissaire de Police et du commandant de la SMF avant d'être présenté aux dignitaires avant de quitter l'aéroport en compagnie d'Ivan Collendavelloo afin de se rendre à la State House pour une visite de courtoisie à la présidente de la République, Ameenah Gurib Fakim.

Un banquet sera donné en son honneur à l'hôtel Le Méridien où le Premier ministre et lui prononceront chacun un discours mettant en exergue les relations entre nos deux pays. Une rencontre en tête-à-tête entre Danny Faure et Pravind Jugnauth ainsi qu'une session de travail sont prévues pour demain matin. Elles seront suivies par une cérémonie de signature d'accord portant notamment sur la coopération dans le domaine de la santé, en particulier concernant les échanges d'expérience et d'assistance technique ainsi que le jumelage de Rodrigues avec l'île seychelloise de la Digue.

Ce qui permettra un partage d'expérience dans divers secteurs dont l'éducation, la pêche, l'aquaculture, le tourisme et la promotion de la technologie et de l'investissement entre les deux îles. Un déjeuner sera offert par la présidente de la République, Ameenah Gurib-Fakim, à la mi-journée. Durant sa visite, le président Faure visitera l'Aapravasi Ghat ainsi que le Morne Cultural Landscape et sera l'invité du ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo pour un dîner demain, du ministre du

Tourisme Anil Gayan pour un déjeuner samedi. Une réception sera aussi offerte dans l'après-midi de samedi par le consul honoraire des Seychelles, Guy Fok.

La visite présidentielle a été précédée cette semaine par la réunion de la commission mixte Maurice-Seychelles qui a permis d'étudier les pistes de coopération entre les deux pays, notamment le développement durable de l'économie bleue comme vecteur de croissance économique pour les deux pays ; la pêche, l'agriculture et l'activité agro-industrielle ; l'éducation, notamment la reconnaissance mutuelle des diplômes ; les services financiers ; le tourisme ; et la sécurité.

Les Seychelles et Maurice ont une riche histoire de coopération qui a été formalisée en 1991 avec la création d'une commission mixte. Une vingtaine d'accords de coopération a été signée depuis cette date. Maurice et les Seychelles entretiennent des relations étroites dans plusieurs domaines dont celui de la sécurité et de la gestion des ressources marines. La cogestion de l'espace marin du plateau continental est considérée comme une avancée considérable en matière de coopération marine dans le monde.

Les Seychelles ont toujours soutenu Maurice dans ses revendications concernant l'exercice de sa souveraineté sur les Chagos. Maurice et les Seychelles collaborent étroitement en vue de faire avancer l'intégration régionale au sein de la Commission de l'océan indien (COI). Nos deux pays ont également travaillé en étroite collaboration en vue de lutter contre la piraterie. Demain la Commission de l'océan Indien (COI) recevra le président

Danny Faure pour une première visite au siège de la COI. Le président seychellois et secrétaire de la COI Hamada Madi devrait prononcer un discours à cette occasion. Il quittera le pays dans l'après-midi de dimanche. La République des Seychelles se situe au nord-est de Madagascar, un archipel de 115 îles avec près de 95 000 habitants (2016), dont ¾ vivent sur l'île principale de Mahé. Les Seychelles ont le Produit intérieur brut (PIB) par habitant le plus élevé d'Afrique (15 410 $ en 2016), ce qui le classe parmi les pays à revenus élevés. Les effets du changement climatique fragilisent de plus en plus l'économie du pays qui dépend fortement du tourisme haut de gamme et des exportations de thon.

Indépendants depuis 1976, les Seychelles sont une démocratie multipartite depuis 1993 après l'adoption d'une nouvelle constitution. L'archipel était géré jusque-là par un parti unique. Les élections présidentielles de décembre 2015 ont été très serrées, et le président James Michel avait été élu. Il devait démissionner en octobre 2016 et a été remplacé par son adjoint d'alors, Danny Faure. Ce dernier a pris ses fonctions le 16 octobre 2016 pour devenir le quatrième président seychellois après James Mancham, Albert René et James Michel.

Danny Faure a occupé plusieurs fonctions ministérielles au sein du gouvernement seychellois dont celle de ministre de l'éducation de la jeunesse, des finances, du Commerce en juillet 2007 et Industries en août 2009.

Alors qu'il était vice-président, il était également chargé des portefeuilles ministériels pour la finance et le commerce, l'administration publique et la technologie de l'information et de la communication. Colonie britannique jusqu'à son indépendance en 1976, l'archipel des Seychelles était géré par l'administration britannique à Maurice entre 1794 et 1903.

Partage d'expérience Seychelles–Maurice

La State Investment Corporation et la Société Seychelloise d'Investissement Ltée ont conclu hier leur premier protocole d'accord portant sur un partage mutuel d'expérience.

« La SIC et la SSI opèrent de façon similaire. Toutefois comme la SSI a été créée plus récemment, elle pourra nous aider à voir old things in a new way », a souligné Banoomatee Veerasamy, directrice suppléante de la SIC. Les deux institutions ont la même mission, à savoir contribuer au développement économique de leurs pays à travers des investissements. « Nous avions commencé modestement avec un subside de Rs 100 M du gouvernement, aujourd'hui nous disposons d'un portefeuille d'investissement de Rs 6 milliards », a expliqué Banoomatee Veerasamy. La coopération avec les Seychelles devra permettre de créer une meilleure synergie au plan de la coopération dans la région et dans nos zones économiques.

Rupert Siméon, directeur de la Société Seychelloise d'Investissement depuis février dernier, estime que cet accord permettra des échanges au niveau des ressources humaines et de bonne pratique. « Nous pouvons également coopérer dans le domaine de la recherche », dit-il.

Rupert Siméon fait partie de la délégation seychelloise et a participé hier aux travaux de la commission mixte Seychelles-Maurice. Rappelons que le président de la République des Seychelles, Danny Faure, est attendu à Maurice jeudi matin pour une visite officielle de trois jours.

Madagascar : l'épidémie de peste ne cesse de progresser avec désormais 80 morts à déplorer

Par Eric Françonnet

La peste (essentiellement pulmonaire) se propage d'une façon épidémique particulièrement fulgurante à Madagascar ; le cap des 800 cas recensés a été franchi et 80 morts sont à déplorer. La capitale en elle-même paye un lourd tribut humain avec 31 décès. La France a répondu positivement pour apporter d'une part un appui matériel et aussi toute une assistance médicale.

878 cas de peste enregistrés depuis le début de l'épidémie à Madagascar avec 80 décès dont pas moins de 31 pour la capitale malgache Antananarivo

Sur les 878 cas de peste recensés, on estime à 75%, ceux qui relèvent de la peste pulmonaire (contagieuse avec virulence d'un homme à autre et qui sévit habituellement durant tout l'hiver). Les 25% qui restent sont, quant à eux, victimes de la peste bubonique (conséquence de la piqure d'une puce qui est infectée). Sans traitement ad hoc, la peste se révèle être une maladie mortelle sous un délai maximal de trois jours ! Nous voyons ainsi l'état d'urgence sanitaire qui concerne la grande ile (la quatrième ile du monde en superficie avec ses 592 040 km2 et qui concentre, avec une grande majorité, les 22 millions d'habitants de Madagascar). Au sein même de la capitale malgache, Antananarivo, indique le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes, 31 décès sont à déplorer, dans un pays pauvre où la population reste rurale.

Promiscuité, insalubrité et pauvreté sont des obstacles qui rendent difficiles une désinfection de la capitale : le terme de « guerre » a même été employé

L'heure est au grand nettoyage à Antananarivo. Dans la ville, les pompiers sont mobilisés sur les marchés afin d'y éliminer les rats, dont les puces sont porteuses de la peste. Mais tout autant l'insalubrité que l'inconscience des habitants, rendent difficiles une désinfection et un assainissement, au caractère, pour le moins indispensable. Hors il faut coute que coute se mettre sérieusement à freiner l'épidémie aux proportions qui sont hors normes par rapport à d'autres années. Le président Hery Rajaonarimampianina a proclamé, le 11 octobre dernier, la mobilisation générale contre la peste et s'est exprimé avec gravité : « On est dans une guerre ». La prévention est très loin d'être négligée dans la capitale avec du

porte-à-porte afin de sensibiliser la population. Tous les établissements scolaires et universitaires ont été fermés pour être traités avec efficacité.

Les autorités malgaches ont sollicité l'aide de la France, à la fois grâce à un appui matériel adéquat mais surtout en termes d'expertise étant médicale

À la demande des autorités malgaches, le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères a coordonné l'envoi à Madagascar d'une aide humanitaire sous forme de matériel médical spécifique et, en lien avec l'agence nationale de santé publique, d'une mission d'experts médicaux. Prévue pour une durée de trois semaines, cette mission est composée de médecins et d'infirmiers spécialisés. Elle participera à la coordination médicale de la réponse à l'épidémie de peste en cours, mise en place par les autorités malgaches. La France participe aussi aux efforts de solidarité régionale mis en œuvre par la commission de l'océan indien pour soutenir des actions de lutte contre l'épidémie à Madagascar. L'OMS maintient l'épidémie de peste au niveau 2 soit un risque de propagation « modéré » au niveau régional.

Témoignages

21 Octobre 2017

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/ocean-indien-lieu-de-rencontre-des-grandes-puissances,90952

Océan Indien lieu de rencontre des grandes puissances : Intervention du secrétaire général de la COI

Par Manuel Marchal

Secrétaire général de la COI, Hamada Madi Bolero, a situé notre région comme un lieu de rencontre des grandes puissances du siècle : États-Unis, Chine et Inde.



Hamada Bolero, Sophie Goeffroy, Wanda Yeng-Seng-Brossard, Jean-Claude de l'Estrac et Wilfrid Bertile.

Hamada Madi Bolero a ouvert les travaux, situant l'océan Indien comme un lieu de rencontre des grandes puissances. Il a souligné que la Chine dévoile peu à peu ses ambitions, au travers d'accord de coopération et d'une implantation toujours plus importante.

Cette émergence amène à une confrontation avec les États-Unis. Ces derniers restent dominants du fait de leur maitrise des mers avec leur puissante marine. La France, considérée jusqu'à récemment comme une ancienne puissance coloniale, est également présente. Elle devrait s'engager plus résolument dans le respect des résolutions internationales, étant entendu que la France affiche son attachement au respect des droits de l'homme, a dit en substance le secrétaire général de la COI.

« Sommes-nous condamnés à subir l'influence des grandes puissances ? », interrogea-t-il, d'où l'importance de « faire partager notre message ».
Hamada Madi Bolero est revenu sur une tragédie qui a endeuillé un pays riverain de l'océan Indien, ce sont les attentats qui ont fait plus de 200 morts à Mogadisco, capitale de la Somalie.

Le secrétaire général de la COI a appelé à répondre à l'urgence du développement durable, « sinon nos enfants devront gérer les migrations causées par l'élévation du niveau de la mer ». L'océan Indien est également touché par une dégradation de la biodiversité. Cette crise environnementale est « le principal risque pour la paix ».

Notre seul outil est la coopération régionale renforcée », poursuit-il, « construire la paix est un acte difficile ». En conclusion, le secrétaire général de la COI a plaidé pour que la région ait des centres de recherches de haut niveau. L'Université de La Réunion a une responsabilité à prendre dans ce domaine, a-t-il dit en substance.

M.M.

Témoignages

21 Octobre 2017

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/les-chagos-mises-a-l-ordre-du-jour-du-colloque-sur-la-paix,90953

Les Chagos mises à l'ordre du jour du colloque sur la paix : « Artisans de la paix et passeurs » à l'Université de La Réunion

Par Manuel Marchal

L'Université accueille jusqu'à aujourd'hui un colloque sur la paix Hier, sa première journée avait pour thème l'océan Indien, avec les interventions d'Hamada Madi Bolero, secrétaire général et de deux de ses prédécesseurs, Jean-Claude de l'Estrac et Wilfrid Bertile. Le communiqué du PCR déplorant que la question des Chagos soit absente du programme a entraîné la réaction de Jean-Claude de l'Estrac, qui a évoqué la déportation des Chagossiens à cause de la construction de la base militaire de Diego Garcia.



Au milieu de l'océan Indien, la base militaire de Diego Garcia est le point de départ de bombardiers qui sèment la mort à plusieurs milliers de kilomètres.

Depuis hier et jusqu'à aujourd'hui, Sophie Goeffroy et Wanda Yeng-Seng-Brossard laboratoire LCF de l'Université de La Réunion organisent un colloque intitulé « Artisans de la paix et passeurs ». Ce vendredi, la première journée avait pour thème l'océan Indien. La séance était présidée par Hamada Madi Bolero, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI). Deux de ses prédécesseurs sont intervenus : Jean-Claude de l'Estrac et Wilfrid Bertile.

Après l'intervention d'Hamada Madi Bolero, Jean-Claude de l'Estrac a fait un exposé sur le thème de l'Indianocéanie. Il estime que les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien portent une revendication identitaire, « nous ne sommes pas qu'une géographie ». « Nos passeurs sont des poètes », précisa-t-il, « nous sommes nés de la culture ». C'est Camille de Rauville, un poète mauricien, qui fut le créateur du néologisme Indianocéanie lors d'une conférence à Antananarivo en 1960. « Le sang malgache irrigue l'ensemble, il est cimenté par le métissage et par les religions » dans un espace « où la diversité ne nuit pas aux convergences ».

Communiqué du PCR

« Ce qui va donner l'impulsion, c'est la paix », a rappelé Jean-Claude de l'Estrac. « La COI est l'héritière de la conférence pour la démilitarisation de l'océan Indien qui s'était tenue à Antananarivo en 1973 », avec autour de la table les partis progressistes de la région. C'était l'époque de la Guerre froide et c'est cette Guerre froide qui va donner naissance à la base de Diego Garcia, qui entraîna la déportation de la totalité du peuple chagossien, « ce qui peut être assimilé à un crime contre l'humanité ». « J'ai lu dans la presse un communiqué du Parti communiste réunionnais déplorant que la question des Chagos ne soit pas à l'ordre du jour de notre colloque, désormais elle l'est », a déclaré Jean-Claude de l'Estrac. Il poursuivit, estimant que la base de Diego Garcia est faite pour durer. Il pense donc que le retour des Chagossiens est possible, sauf sur l'île de Diego Garcia tant que les installations militaires seront utilisées.

Il termina son intervention en évoquant l'action de la COI en faveur de la résolution de la crise malgache en 2009. Il note qu'aujourd'hui, la région océan Indien offre au monde l'image d'une région politiquement stable. Malgré la diversité des statuts et des niveaux économiques, cela fonctionne. Wilfrid Bertile est ensuite intervenu pour décrire le rôle de la COI pour amener à discuter les protagonistes de la crise suivant l'élection présidentielle de Madagascar en 2002. Le colloque s'est poursuivi avec des communications de Wanda Yeng-Seng-Brossard sur le thème de la piraterie, et de Baptiste Javary sur la diplomatie parlementaire qui ont conclu la matinée.

M.M.

COI et ses Projets

Sécurité L'Indianocéanie

l'express

25 Octobre 2017

https://www.lexpress.mu/idee/319283/lindianoceanie-instrument-paix

Tribune

Les opinions qui s'expriment librement dans ces pages ne sont pas nécessairement celles de La Sentinelle Ltd.

lasentinelle

COLLOQUE INTERNATIONAL UBUNTU

L'Indianocéanie, instrument de paix

C'EST le beau nom que nous nous sommes donné : l'Indianocéanie ! Pourquoi sections-nous la seule région du monde, le seul ensemble insulaire de la planète, à ne pas porter de nom ? Même le petit ensemble formé par le Cap Vert, les Canaries, Madères et les Açores dans l'Atlantique porte le nom de Macaronésie. Nous connaissons mieux la Polynésie, la Mélanésie, la Micronésie…

Notre justification, dans le sud-ouest de l'océan Indien, à cette revendication identitaire est d'autant plus légitime que nous ne sommes pas qu'une géographie. S'il est vrai que notre espace émerge sur une même plaque continentale, il est lié surtout par des traits humains, culturels et historiques communs.

Et ce parce que nous sommes les enfants d'un double désir. D'abord, le désir d'exister, d'affirmer notre identité, de dire notre volonté de vivre ensemble dans le respect de notre diversité, dans la fierté de notre singulier pluriel. Ensuite, le désir de paix.

C'est ce qui a présidé à la mise sur pied de l'organisation que nous avons créée ensemble pour porter nos ambitions et nos espoirs, la Commission de l'océan Indien (COI), en passe de devenir la Communauté de l'océan Indien, mieux, j'espère, la Communauté de l'Indianocéanie !

Nos penseurs à nous, nos hommes-poètes, ont été des poètes. C'est le poète mauricien Camille de Rauville, qui, en terre malgache, à l'occasion d'un congrès réunissant des archivistes et des historiens des îles du sud-ouest de l'océan Indien, en avril 1960, formule l'idée que notre métissage psychique et biologique a donné naissance à *«un nouvel humanisme au cœur de l'océan Indien»*. Il le nomme *«indianocéanisme»*.

Il le défini comme – je cite – *« quelque chose comme un climat qui refléterait la croyance en des normes de vie, des tendances de pensée qui ne coïncident pas avec ce qu'on peut appeler les tendances européennes ou plutôt ses croyances dans 'le progrès', dans la domestication matérielle des forces de la nature comme base d'élévation sinon de libération de l'homme »*. Il souligne les caractéristiques communes à ces territoires reliés par l'histoire commune de leur peuplement, cimentés par le métissage, ravivés par des religions malgaches, orientales et chrétiennes qui s'imprègnent pour former comme un archipel *« où la diversité ne contrecarre point les convergences »*.

De Rauville dira combien de tout temps l'océan Indien a été un espace d'échanges et de paix partagé par les peuples marins. Il parle déjà d'une *«communauté»* des îles australes de l'océan Indien, et postule que la connaissance de chacune des îles n'est possible que par la connaissance de chacune des autres. C'était une autre manière d'exprimer ce que l'archevêque sud-africain Desmond Tutu affirmera plus tard : *«Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous»*.

À ce même congrès, l'historien Auguste Toussaint dénonce les *«divisions artificielles»* qui pèsent sur l'océan Indien et remarque que *«l'Histoire, plus que toute autre discipline, tend à améliorer les relations entre les peuples»*. Au fil du temps, d'autres passeurs, d'autres artisans, ont tracé ce même chemin de paix. Auparavant, Jules Hermann, avec son mythe de la Lémurie, englobant les Mascareignes et Madagascar, le berceau oublié de l'humanité ; Jean Albany, chantre de la Créolie ; Gilbert Aubry ; Paul Hoarau ; Malcom de Chazal ; les Malgaches…



Le siège de la Commission de l'océan Indien, à Ébène. L'auteur appelle de ses vœux à une Communauté de l'Indianocéanie, garante de la paix et de la sécurité dans la région.

C'est sur ce socle, porté par ce substrat commun, que les peuples de l'Indianocéanie entendent forger leur destin. Et c'est le désir de paix, partagé par tous, qui les incitera à dépasser les diversités de toute nature, les différences de statuts, les préjugés anciens, pour chercher ensemble les moyens de promouvoir la paix, chez eux, sur leurs terres étroites souvent, et pour l'Indianocéanie dans son ensemble. Ce qui va donner sa première impulsion à l'organisation qui en découlera, c'est précisément ce combat pour la paix.

La COI est l'héritière de la première conférence internationale sur la démilitarisation de l'océan Indien à Antananarivo, en juillet 1973, où se retrouvent, pour la première fois, les partis et organisations *«progressistes»*, disait-on, de la région. Nous sommes en pleine guerre froide. Américains et Soviétiques cherchent des points d'appui militaires dans les pays de la zone. La conférence d'Antananarivo proclamera la volonté des peuples de la région de

> «Nous le savons, l'autre nom de la paix, c'est le développement !»

resserrer leurs liens de pays non alignés.

C'est ce même désir de paix pour l'ensemble des pays de la région qui poussera la COI à s'impliquer fortement en matière de paix et de sécurité à chaque fois que des crises politiques menaceront la stabilité d'un pays membre. Et l'intervention de la commission, de l'avis de tous, a fait la différence, même si le dispositif de paix et sécurité de l'Union africaine, qui repose sur des Communautés économiques régionales, exclu pour l'instant la COI, considérée par l'Union africaine comme une commission technique de gestion de projet. En plus, la commission suscite la méfiance parce qu'elle compte la France, à travers La Réunion, parmi ses membres. À Addis Abeba, on ne fait pas la nuance.

Preuve de la valeur ajoutée de notre action régionale, ce sont les interventions des médiateurs de la COI qui ont le plus efficacement contribué à la résolution des crises politiques dans la région. Je me contenterais d'évoquer ici combien la COI a été l'instrument de la paix retrouvée lors de la dernière crise à Madagascar, qui avait débuté en 2009 avec la fuite du président Ravalomanana et la prise du pouvoir par Rajoelina, devenu président de la Haute autorité de la transition. Les présidents du conseil de la COI, les secrétaires généraux successifs, vont s'impliquer totalement aux côtés d'autres acteurs régionaux et internationaux pour tenter de ramener la paix et la stabilité politique dans le pays.

Lors de la dernière crise, en vertu de son architecture Paix et Sécurité, l'Union africaine désigne la *Southern African Development Community*, la SADC, pour mener la médiation. Elle a beaucoup contribué mais c'est finalement la COI, ses instances, ses médiateurs qui ont formulé les propositions précises, qui ont permis une sortie de crise honorable pour les Malgaches et acceptable à la communauté internationale qui s'était mobilisée au sein du Groupe international de contact sur Madagascar, le GIC-M.

Parce que l'Indianocéanie est un espace de solidarité – au plus fort de la crise, contrairement aux autres organismes intergouvernementaux – la COI a maintenu la participation de Madagascar en son sein, parce que nous avons une histoire partagée, parce que la proximité des hommes a créé des liens forts et anciens. Parce que nous parlons le même langage, pas seulement la même langue, nous avons bien compris ce dont ces crises successives exprimaient. Parce que nous sommes restés en permanence à l'écoute, parce que nos intuitions sont aussi alimentées par ce substrat commun dont parlent nos passeurs, nous avons été en mesure d'aider à retisser les liens rompus.

C'est sous la présidence seychelloise de la COI, sur l'île Desroches, que les deux protagonistes de la crise vont se retrouver, à l'initiative du président Michel. C'est là que seront jetées les bases de l'accord final. C'est la formule dite *wa-wa*, la non-participation des deux rivaux aux élections présidentielles. Pour accompagner le processus, la COI ira jusqu'à installer un bureau permanent à Antananarivo, dirigé par un diplomate d'expérience des Seychelles, Claude Morel, mis à sa disposition par Maîré.

Et c'est ainsi que nos propositions, quand elles ont été entendues par les médiateurs officiels, ont nimbé la paix et la stabilité à Madagascar. Et plus significativement encore dans le cadre des institutions malgaches recrédibilisées. C'était, à nos yeux, indispensable, notamment pour la Cour électorale spéciale, une institution émanant de la Feuille de Route qui avait perdu tout crédit depuis qu'elle avait validé des candidatures manifestement illégales et remettait en cause le *wa-wa*.

Notre souci n'était pas tant de formuler un mécanisme de sortie de crise acceptable à la *«communauté internationale»*, mais d'aider à mettre en place des institutions nationales pérennes, capables de susciter le respect des citoyens malgaches. Notre longue fréquentation de l'histoire politique malgache nous a appris combien le peuple est attaché au respect de sa souveraineté.

C'est ce que nous avons fait, c'est ce qui a permis de tenir des élections libres et transparentes, ce qui a fait que le verdict a été respecté par les perdants, ce qui a fait que les électeurs malgaches ne sont pas descendus dans les rues. Cette contribution des artisans de la région a été saluée par Ramtane Lamamra, le président de la Commission paix et sécurité de l'Union africaine, et par le négociateur de la SADC, Joaquim Chissano.



par Jean Claude DE L'ESTRAC
Ex-secrétaire général de la COI
Programme Ubuntu,
Université de La Réunion
20 octobre 2017.

Mais les problèmes politiques ne sont pas toujours réglés une fois pour toutes. Je suis sûr que la COI continuera à suivre la situation de près. Je sens à nouveau la montée des périls, je sais par expérience que c'est en amont qu'il faut agir.

La COI et les pays de la région comme Maurice ont également beaucoup contribué à trouver des solutions pacifiques aux crises qui ont longtemps déstabilisé les Comores également, le pays qui n'a pas usurpé son nom, l'archipel des sultans batailleurs. C'est ainsi que l'Indianocéanie et sa représentation politique et diplomatique sont devenus des artisans de paix dans la région, c'est ainsi que pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble des pays de la région jouissent d'une stabilité politique leur permettant d'utiliser leur énergie à la recherche des moyens de développer leurs pays.

Car, nous le savons, l'autre nom de la paix, c'est le développement !

21 Octobre 2017

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/reduction-de-la-pauvrete-lagribusiness-reste-incontournable/

Réduction de la pauvreté – L'agribusiness reste incontournable



L'élimination de la pauvreté préoccupe plus d'un. Des actions méritent ainsi d'être entreprises pour aller vers le développement agricole.
Inévitable. La richesse de l'Afrique, dans un proche avenir, doit passer par les industries agro-alimentaires. Un message relayé, notamment, par la Banque africaine de développement (BAD) lors de la journée de l'alimentation ainsi que le lendemain, journée mondiale de l'élimination de la pauvreté, le 17 octobre.

« Les futurs milliardaires de l'Afrique ne le seront pas grâce au pétrole, au gaz ou aux industries extractives. Il s'agit aujourd'hui d'investir dans les petites entreprises agro-alimentaires pour qu'elles deviennent de grandes entreprises, demain », a déclaré le président de la BAD, Akinwumi Adesina, à la réception du prix mondial de l'Alimentation qui lui a été décerné, cette année.

L'agriculture reste le principal pourvoyeur d'emplois, par sa contribution au PIB, à la transformation rurale et à la croissance économique.
« Nous semblons négliger ce point essentiel de développement qui implique le domaine agricole à la réduction de la pauvreté », indique un consultant en développement durable. « La politique agricole actuelle tient-elle compte du contexte, qui prévaut dans le pays, tel que l'insécurité, le niveau d'éducation, les problèmes fonciers, l'infertilité du sol et surtout de l'existence de volonté réelle de la part de chaque entité et collectivité ? », se demande encore Fano Rabarisoa, consultant.

Focus Jeune
Madagascar veut aller sur ce chemin du développement agricole, rien qu'à analyser les divers projets en cours. Les jeunes sont fortement impliqués et pris en compte pour développer le monde agricole pour réduire ainsi la pauvreté, 70,7% aux derniers chiffres. «Enable Youth», un des projets

touchant les jeunes sur l'entreprenariat agricole, vise quelque trois cent cinquante jeunes. « Ce sont des jeunes universitaires diplômés qui seront formés pendant une année pour devenir des agripreneurs », précise le secrétaire général du ministère en charge de l'Agriculture et de l'élevage, Pierrot Serge Randrianaritiana. « Ces jeunes seront, notamment, appuyés pour créer des start-up industriels qui les feront vivre décemment », ajoute-t-il.

Le programme renforce également la sécurité alimentaire dans le pays. L'accord de prêt de la BAD d'un montant de 1,1 million de dollars a déjà été signé en 2016.Le président de la BAD d'expliquer que faire émerger une nouvelle génération d'agripreneurs jeunes, énergiques et talentueux favorisera le recours aux nouvelles technologies tout au long de la chaîne de valeur. Toujours est-il que le réel développement de l'agriculture dépend encore d'autres paramètres tels que le développement des infrastructures, l'utilisation intensive d'intrants agricoles, la mécanisation agricole, l'accroissement de l'accès aux crédits et, surtout, la résolution des problématiques foncières. D'autres projets concourent à l'effectivité de ce projet Jeunes, nous explique-t-on.

Mirana Ihariliva

La Vérité
Quotidien national d'information et d'analyse
"Toute vérité est bonne à dire"

20 Octobre 2017

http://www.laverite.mg/economie/item/4830-changement-climatique-atténuation-ou-adaptation-pour-faire-face-à-ce-fléau.html

Changement climatique - Atténuation ou adaptation pour faire face à ce fléau



La communauté locale est dépendante des ressources naturelles qui l'entourent. À cause du changement climatique, les précipitations diminuent, la température varie de même que les saisons et le climat. Du coup, l'agriculture est en difficulté. Selon un consultant chercheur auprès de « l'United Nations Environment Program », « la pluie tarde à arriver ou bien l'hiver vient plus tôt que prévue, c'est en général des indices qui marquent le changement climatique ». À Madagascar, le calendrier des saisons diffère chaque année. « De ces variations résulte la sècheresse, tantôt l'inondation. Les cultures n'arrivent plus à se développer convenablement », ajoute le chercheur. Le changement climatique perturbe le quotidien des agriculteurs malgaches et de la population à Madagascar en général. Les productions agricoles sont en difficulté. « Les solutions pour faire face à ces changements se classent en deux catégories : l'atténuation ou l'adaptation », explique l'ingénieur agronome.

Les Malgaches ont le choix entre atténuer les risques de cette perturbation ou s'adapter à son rythme.

« Pour l'atténuation, il est conseillé de diminuer ou de restreindre tout ce qui cause ou tout ce qui provoque le changement climatique », ajoute l'ingénieur. Pour cela, interdire l'exploitation forestière à grande échelle, diminuer la production de gaz à effet de serre sont de rigueur. D'un autre côté, l'augmentation des projets de reboisement, l'incitation à la gestion rationnelle et durable des ressources sont recommandées à la population de la Grande île. « En ce qui concerne l'adaptation, c'est à travers l'installation d'infrastructures pour faire face aux dégâts des changements climatiques que ce mode de vie s'opère », ajoute l'ingénieur. La mise en place de barrage hydroagricole, de système d'irrigation ou de dispositif antiérosif est importante. En appui à cela, la mobilisation et la formation des personnes concernées sont également à prioriser. À côté de cela, les agriculteurs

malgaches optent pour l'adaptation pour faire face aux changements climatiques.

« Les agriculteurs utilisent des plants qui supportent les variations causées par le climat. Ce sont des variétés résilientes de plants », explique encore l'ingénieur. Il existe également des systèmes agricoles améliorés et un mode de gestion durable pour passer au-delà des perturbations, comme l'utilisation de fertilisants qui aident les agriculteurs.

Andrea Razafi.

Signature du Protocole de convention cadre Inter reg OI avec la République des Seychelles



Une nouvelle voie de coopération s'ouvre pour faire progresser nos îles Le Président Didier Robert, et l'Ambassadeur et Secrétaire d'Etat chargé des Affaires Etrangères de la République des Seychelles, Claude Morel ont officiellement signé, ce vendredi 20 octobre 2017, le Protocole de Convention cadre INTERREG V Océan Indien 2014-2020, pour engager la première étape d'un partenariat soutenu par les fonds européens. Une nouvelle voie de coopération s'ouvre pour faire progresser nos îles.



La Réunion est la seule terre Française et européenne située dans le bassin sud, dans l'océan Indien. L'enjeu d'une insertion réussie dans son environnement est fortement soutenu et encouragé par l'Europe. L'objectif est de favoriser le développement de La Réunion et un codéveloppement mutuellement avantageux avec les pays de la zone de l'océan Indien. Le programme INTERREG V oi est le cadre privilégié de l'intervention de la collectivité régionale en matière d'ouverture internationale.

En préambule le Président Didier Robert a rappelé « Coopérer pour réussir est essentiel. Quand une région de l'océan Indien se développe, c'est tout l'Océan Indien, toutes les populations qui se portent mieux, lorsqu'une région de l'océan Indien souffre, c'est tout l'océan Indien et toutes nos populations qui sont impactées... Avec l'appui de l'Europe, de nouveaux projets concrets peuvent être engagés. Le programme INTERREG V Océan Indien géré par la Région vise à renforcer les actions de développement. Il

nous appartient de l'utiliser au bénéfice de nos territoires. La coopération est une clé de la réussite de La Réunion, la clé d'une véritable dynamique pour la zone du grand Océan Indien »

Pour l'ambassadeur, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères des Seychelles son excellence Claude Morel, une nouvelle voie de la coopération est ouverte avec La Réunion, à la fois française et européenne. Le Secrétaire a tenu à saluer, d'une part le rôle important du Président de la Région, Didier Robert dans le renforcement des liens entre les îles et, d'autre part, l'approche et la méthode de ce programme européen qui laisse aux Seychelles la possibilité de proposer ses projets, ses priorités. « Ce Protocole de Convention Cadre INTERREG V OI est une nouvelle voie ouverte pour renforcer nos liens forts et engager des projets communs » a-t-il précisé.

Après La République de Maurice, l'Union des Comores et la République de Madagascar, la République des Seychelles confirme ainsi son intérêt au programme INTERREG V oi 2014-2020 et signe ce document de mise en œuvre. La prochaine étape de ce partenariat, courant 2018, sera la signature de la convention-cadre, soit la déclinaison opérationnelle identifiant les projets concrets.

POUR MÉMOIRE



- La politique de coopération régionale et d'action internationale, a été approuvée le 22 avril 2016, avec le lancement officiel du programme de coopération territoriale européenne INTERREG V océan Indien 2014-2020. Le programme est doté de 63,2 millions d'€ FEDER, alloués par l'Union Européenne.
- La Région est compétence pour signer les accords de coopération En vertu des dispositions prévues aux articles 123 et 124 du règlement UE n° 1303/2015 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions générales applicables au feder, au fse, au feamp, le premier ministre de la république française a, le 8 mars 2016, confirmé la région réunion en tant qu'autorité de gestion du programme opérationnel INTERREG V océan indien 2014-2020 (cci 2014tc16rftn009).

La Région Réunion entend assumer pleinement sa compétence en matière de coopération régionale dans la zone de coopération du programme INTERREG V Océan Indien océan Indien définie règlementairement et avec les « pays tiers » arrêtés au sein de ce périmètre.

Centres d'Intérêts

Coopération

23 Octobre 2017

https://www.clicanoo.re/MaRegionMoi/Societe/Article/2017/10/23/Une-nouvelle-voie-de-cooperation-souvre-pour-faire

Une nouvelle voie de coopération s'ouvre pour faire progresser nos îles



Le Président Didier Robert, et l'Ambassadeur et Secrétaire d'État chargé des Affaires Étrangères de la République des Seychelles, Claude Morel ont officiellement signé, ce vendredi 20 octobre 2017 le Protocole de Convention cadre Inter reg Oi 2014 -2020, pour engager la première étape d'un partenariat soutenu par les fonds européens.

YouTube

https://www.youtube.com/watch?time_continue=23&v=VbKuYTOtW6o

25 Octobre 2017

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/8122/Seychelles+president+to+make+state+visit+to+Mauritius+on+Thursday

Seychelles' president to make state visit to Mauritius on Thursday

By: Betymie Bonnelame



Danny Faure – President of Seychelles. (State House)
Photo Source

(Seychelles News Agency) - President Danny Faure of Seychelles will make a state visit to Mauritius at the invitation of Prime Minister Pravind Kumar Jugnauth.
The state visit will take place from October 26 to 28. Faure is expected to leave the country on Thursday.

The last time the two leaders met was at the United Nations General Assembly in September in New York.

Earlier this week, representatives of the two island nations met in the 12th session of the Seychelles-Mauritius Commission on Bilateral Cooperation. The meeting which was held in Mauritius took stock of the achievements made since the last joint commission and proposed a new roadmap of cooperation for next two years. The agreed Minutes of the meeting is expected to be signed during Faure's state visit to Mauritius.

Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, and Mauritius share a common cultural and historical past. The two island nations face similar challenges and business opportunities. The two nations have had an air service agreement since April 1997 which was reviewed in 2014. The Seychelles' national carrier currently flies five times weekly to Mauritius.

With only 1,758 km separating Seychelles and Mauritius, many Seychellois make the two-and-a-half-hour trip to Mauritius each year for holiday, shopping, business as well as for medical treatment. Among the Seychelles' delegation to Mauritius will be Jeanne Simeon -- Minister for Family Affairs — and the Deputy Speaker of the National Assembly Nicholas Prea.